



DiEM25

Ce pour quoi nous nous battons Élections européennes de 2024

Pendant huit ans, DiEM25 a lutté contre une Union européenne qui représentait tout ce à quoi nous nous opposons en tant qu'européistes radicaux. Elle a répondu à l'inévitable crise de l'euro par un vil autoritarisme calibré sur les intérêts des riches oligarques. Elle continue de condamner des milliers de réfugiés et de migrants à mourir noyés en Méditerranée, afin d'apaiser une extrême droite que les pouvoirs en place de l'UE ont renforcée année après année. En ce qui concerne la catastrophe climatique, elle n'agit pas au-delà de la spéculation et de l'écoblanchiment. Et maintenant, les clefs de l'UE ont été remises à l'OTAN, transformant l'Europe en une dépendance des États-Unis que Washington peut utiliser à sa guise dans ses jeux de guerre dangereux, meurtriers, et, oui, mortels.

Il est temps de dire haut et fort : **ça suffit! En 2024, les élections du Parlement européen nous en donnent l'occasion.**

DiEM25 a élaboré collectivement une stratégie paneuropéenne pour les élections européennes de juin 2024. Cette stratégie comprend:

- Une campagne politique concise : **Des Européens indépendants, dans une Europe indépendante, où les plus riches paient pour la transition verte;**
- Une plate-forme politique, basée sur ce qui précède, pour faciliter la collaboration avec d'autres acteurs politiques qui conviennent de l'importance pressante de ces points ; et
- Le mouvement participera aux élections européennes, par l'intermédiaire de ses propres partis politiques et/ou listes, en Allemagne, en Grèce, et en Italie.

Notre appel

Notre capacité à choisir notre propre voie s'amenuise de jour en jour, tandis que les riches obtiennent ce qu'ils veulent. Les Européens ne peuvent pas se permettre de dépendre des caprices de ceux qui détiennent le pouvoir, des deux côtés de l'Atlantique. Notre avenir commun ne doit pas être sacrifié aux ambitions de Washington, de Moscou et de Pékin. Nous devons nous lever pour reconquérir notre indépendance et celle de l'Europe.

DiEM25/MERA25 appellent donc les progressistes à nous accorder leur vote pour obtenir:

- **L'indépendance personnelle et politique** grâce à un revenu **universel d'existence** pour les résidents de l'Europe, ainsi que la possibilité de déterminer leur avenir politique par le biais de la **démocratie délibérative**;
- **Le non-alignement : Relations amicales mais indépendantes** avec Washington, Moscou et Pékin;
- **Une transition verte populaire, payée par les plus riches**, qui ne laisse personne de côté.

Libérés de toute contrainte, les peuples d'Europe pourraient être maîtres de leur destin et faire une nouvelle expérience de la liberté.

La voie à suivre

Revenu universel d'Existence

Une grande partie de la société vit au jour le jour. Les jeunes sont contraints d'accepter des emplois marginaux, de jongler avec des stages non rémunérés et de se battre pour rembourser leurs dettes d'études - si tant est qu'ils aient la chance d'étudier. Les femmes sont les plus durement touchées lorsqu'elles choisissent de devenir mères, et la joie de la maternité est rapidement remplacée par des soucis financiers. D'autres doivent se débrouiller pour gagner leur vie, tandis que ceux qui choisissent de créer - artistes, musiciens, travailleurs du "secteur culturel" - vivent dans un état d'anxiété permanent. L'indépendance créative, source de fierté et de dignité, est sacrifiée à cause du "coût de la vie" et au profit de projets parrainés par des entreprises. Les retraités continuent de souffrir de la pauvreté, malgré des décennies de travail et de cotisations sociales.

Nous sommes convaincus qu'une plus grande indépendance financière et l'absence de stress pour joindre les deux bouts amélioreront la stabilité et l'inclusion sociales, émanciperont les groupes vulnérables, renforceront l'égalité entre les hommes et les femmes et réduiront la pauvreté monétaire.

Pour atteindre ces objectifs, nous nous efforcerons de mettre en œuvre un **revenu universel d'existence** en plus des **régimes nationaux de sécurité sociale**. Nous envisageons qu'il soit géré par la Banque centrale européenne et que chaque résident européen dispose d'un compte transactionnel sur lequel les fonds seront déposés.

Dans un premier temps, les personnes gagnant moins de 60 % du revenu annuel médian dans leur pays de résidence seront automatiquement incluses dans le système. Nous envisageons que le montant du revenu **universel d'existence** soit initialement fixé au "revenu social minimum" dans chaque État membre. Il est important de noter qu'il sera introduit à des niveaux peu élevés dans tous les États membres et qu'il sera ajusté pour atteindre les 60 % du revenu annuel médian au fur et à mesure que des ressources supplémentaires seront disponibles.

Ce programme global sera financé par de multiples canaux, notamment:

- La mise en urgence de la taxe sur les transactions financières (1 % sur les transactions liées aux titres et aux produits dérivés) et l'introduction d'une taxe sur les activités financières (10 % sur les sociétés financières), afin de collecter environ 1700 milliards d'euros par an;
- L'élimination de l'abus fiscal par les entreprises et les particuliers fortunés, qui rapportera environ 180 milliards d'euros par an;
- L'émission d'obligations par la Banque européenne d'Investissement pour un montant de 500 milliards d'euros par an afin de compléter le financement du revenu universel d'existence.

L'indépendance personnelle va de pair avec l'indépendance politique. Notre système actuel légifère pour les riches, tandis que le reste des citoyens se contentent d'être spectateurs. Les grandes entreprises traitent directement avec nos institutions, tandis que le reste des citoyens sont indéfiniment en attente. Même l'Initiative citoyenne européenne (ICE) n'est qu'une reprise d'un concept féodal. Recueillir des millions de signatures pour que la Commission se contente de "l'examiner", c'est perpétuer le pouvoir d'un petit nombre sur le plus grand nombre - l'oligarchie. Rendre le pouvoir au peuple, dans la mesure où cela nécessite le renversement de l'oligarchie, exige de semer les changements qui amèneront les transformations politiques que nous recherchons - une révolution démocratique!

Cela signifie la formation de nouvelles couches de démocratie délibérative (par exemple, des conseils de délibération démocratique composés de résidents sélectionnés de manière aléatoire) entre le public et les représentants élus. Nous envisageons que ces organes permanents délibèrent et dirigent des domaines critiques de la gouvernance, par exemple : la détermination de la politique, la proposition de législation, la sélection des juges de haut rang et l'approbation des nominations de haut rang dans les organisations qui s'occupent des biens publics.

Ces éléments, et d'autres encore, ont été intégrés dans les programmes nationaux **DiEM25/MERA25**. Au niveau européen, nous commencerons par remplacer l'ICE inefficace par une **assemblée citoyenne paneuropéenne**, élue par tirage au sort sur l'ensemble du continent. Cet organe délibérera sur les questions publiques cruciales et proposera au Parlement européen une législation en vue de sa réalisation. Pour atteindre notre objectif à plus long terme d'une Europe démocratique, nous nous engagerons à convoquer une série **d'assemblées populaires constitutionnelles** afin d'élaborer une constitution démocratique pour une **République européenne**.

Nous commencerons ainsi à redonner le pouvoir aux gens et à devenir des décideurs, mettant fin à la domination de quelques-uns sur le plus grand nombre et **initiant le changement de système dont nous avons besoin!**

Une Europe non alignée

L'Europe ne fait que suivre les États-Unis sur toutes les questions qui touchent aux affaires internationales, au commerce mondial et à l'économie. L'Amérique interdit Huawei, nous aussi. Le Congrès américain introduit des sanctions unilatérales, nous aussi. La Maison Blanche considère la Chine comme une menace stratégique, nous aussi. Un continent qui était autrefois à parité économique avec les États-Unis est aujourd'hui à la traîne. Pendant ce temps, dans le domaine numérique, nous continuons à être dominés par les grandes entreprises technologiques américaines.

Alors que nous tournons les yeux vers la prochaine décennie, nous voyons une forte possibilité d'émergence de blocs militaires, dirigés par les États-Unis d'une part, et la République populaire de Chine d'autre part : générant une vague de forces destructrices, allant d'une nouvelle guerre froide à une recrudescence des conflits régionaux. Ces forces destructrices risquent de détourner l'action mondiale de la coopération sur les défis planétaires tels que la catastrophe climatique.

Nous pensons qu'une paix et une prospérité durables ne peuvent être obtenues qu'en remplaçant tous les blocs militaires par un cadre de sécurité international inclusif qui désamorce les tensions, étend les libertés, combat la pauvreté, met fin à l'exploitation, poursuit la justice sociale et environnementale, et met fin à la domination d'un pays par un autre. **Nous sommes pour la paix et contre la guerre.**

Cela signifie que l'Europe doit poursuivre une politique de non-alignement politique et militaire. Cela ne signifie pas être neutre face à l'agression, mais au contraire faire preuve de flexibilité pour suivre les voies de la paix, même si cela signifie aller à l'encontre des intérêts des puissances mondiales.

L'appartenance à l'OTAN empêche toutefois de plaider en faveur d'une politique étrangère indépendante pour l'Europe. Nous introduirons donc une politique alternative de sécurité et de défense commune pour l'Union européenne qui cherchera à découpler l'Europe de l'OTAN. Les éléments clés de ce programme seraient les suivants:



- Réduire la mission du Service européen d'Action extérieure (SEAE) à des moyens strictement diplomatiques;
- Mettre fin à la coopération formelle entre le SEAE et l'OTAN, notamment en mettant fin aux structures doubles de commandement et de communication SEAE/OTAN;
- Renforcer les protocoles de contrôle des armements en Europe, en commençant par l'adoption du traité sur l'interdiction des armes nucléaires sur l'ensemble du continent;
- Gérer les conflits par le biais d'une Organisation des Nations unies (ONU) réformée et transférer la planification et le contrôle des missions militaires et civiles européennes existantes à l'ONU;
- Donner la priorité à la création d'une nouvelle "culture de la paix" par l'éducation, le journalisme et la recherche, tout en supprimant la logique de la sécurité militarisée telle qu'elle est envisagée dans le cadre de la Coopération structurée permanente (CSP);
- Lancer un processus de paix parallèle, sous les auspices de l'ONU, en vue d'apporter une solution juste aux guerres et aux occupations en Palestine, en Ukraine, au Sahara occidental et ailleurs.

Une transition verte pour les peuples

Les effets catastrophiques du changement climatique ne se limitent plus aux îles isolées du Pacifique. Des sécheresses une année, des inondations l'année suivante. Des incendies ravageurs suivis de froids extrêmes. Pendant ce temps, la Commission européenne, de concert avec nos gouvernements, s'est mise au diapason des besoins des riches oligarques. Une nouvelle opportunité de profit est arrivée - et une opportunité "durable" ! Il ne fait aucun doute qu'une transition verte est nécessaire et urgente - nous proposons cependant une transition verte populaire qui sera financée par les ultra-riches, et non par le reste des citoyens.

Pour mettre en œuvre les recommandations de notre Green New Deal for Europe (GNDE), nous nous battons pour l'introduction d'un impôt progressif sur la fortune. Cet impôt de solidarité sera prélevé sur les individus qui possèdent directement ou indirectement un patrimoine net de 2 millions d'euros ou plus, laissant ainsi 99% de la population européenne exemptée. Plus précisément, nous proposons les taux d'imposition suivants:

- 2% sur les patrimoines compris entre 2 et 5 millions d'euros;
- 3% sur les patrimoines compris entre 5 et 10 millions d'euros;
- 5% sur les patrimoines compris entre 10 et 100 millions d'euros;
- 8% pour les patrimoines compris entre 100 et 500 millions d'euros;
- 10% pour les patrimoines supérieurs à 500 millions d'euros.

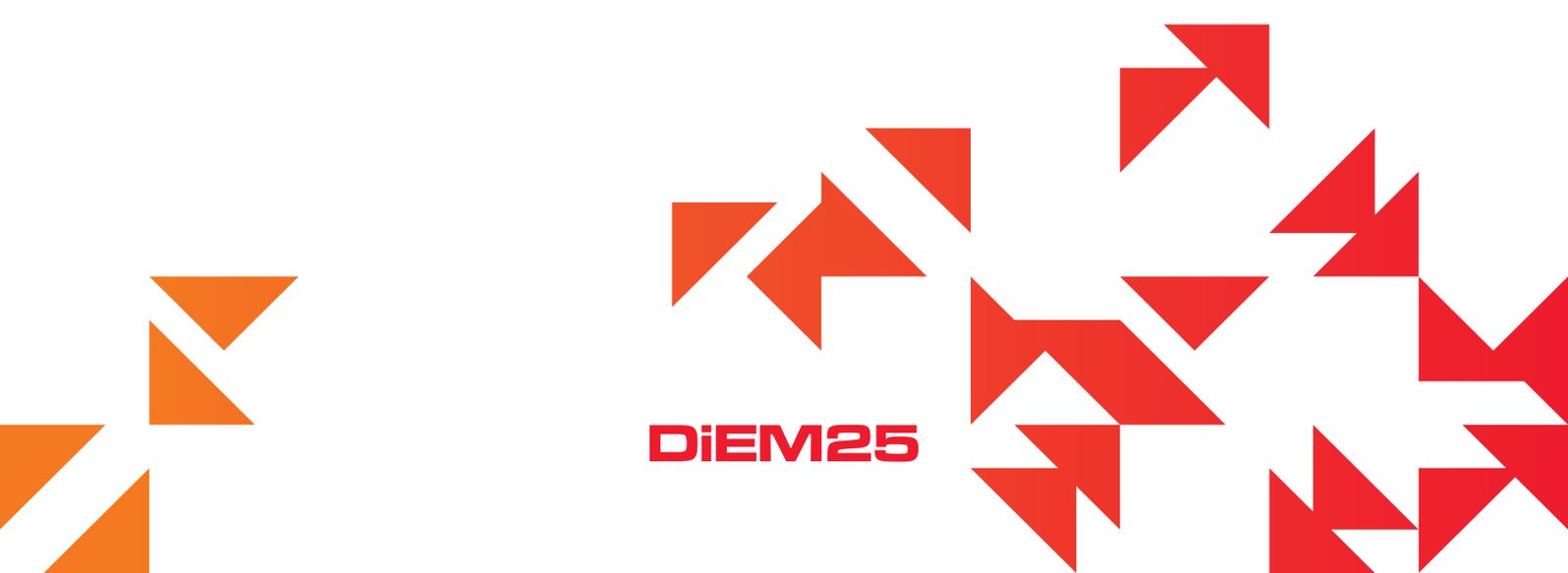
Cet impôt modeste et progressif sur les ultra-riches rapportera plus de 500 milliards d'euros par an. Il nécessitera la création d'une agence fiscale paneuropéenne pour s'assurer que toutes les richesses sont comptabilisées et taxées. Une fois le financement assuré, nous mettrons en œuvre le programme de travaux publics écologiques tel qu'il est décrit dans notre GNDE. Cela signifie que nous nous concentrerons sur:

- La création d'emplois décents sur l'ensemble du continent, qui alimenteront la transition verte et équitable grâce à des entreprises détenues et gérées par les travailleurs dans toute l'Europe;
- Le financement d'un vaste programme de rachat des logements vacants et la réaffectation de ces bâtiments à un usage public chaque fois que cela est possible;
- La rénovation et la modernisation de millions de logements en Europe afin de garantir que chaque logement est bien isolé et en bon état;



- La création d'un Fonds de cohésion pour la mobilité afin de rendre tous les transports publics municipaux en Europe gratuits sur le lieu d'utilisation ou disponibles à un coût peu élevé qui incite à leur utilisation
- La décarbonisation rapide de toutes les centrales électriques, la socialisation de l'infrastructure énergétique de l'Europe et son intégration aux régions voisines par le biais d'une Union de l'énergie verte;
- L'investissement, sur l'ensemble du continent, dans des services publics partagés, des parcs publics aux centres de garde d'enfants.

À plus long terme, nous viserons un plafonnement de la richesse afin de réduire la part de 30 % de la richesse détenue par les 1 % en Europe.



DiEM25